



ATTESTATION DÉROGATOIRE DE SORTIE DE CRISE

En application de l'accord de Paris sur le Climat et des traités internationaux pour la protection de la biodiversité, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à la crise écologique dont l'épidémie actuelle de Covid19 n'est qu'une des nombreuses manifestations, et dans le cadre de l'urgence climatique et écologique :

Je soussigné(e), Mme/M. :

Mandat/fonction :

Certifie que le déplacement de mes priorités politiques est lié au motif suivant (cocher la case) autorisé par les traités internationaux, directives européennes et lois françaises prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à la crise du climat et de la biodiversité, dans le cadre d'un état d'urgence écologique :

☒ Déplacement vers une **politique agricole** qui transforme rapidement le secteur vers une production locale, biologique, respectueuse des hommes et des femmes, du bien-être animal, de l'environnement et des paysages ruraux.

☒ Déplacement vers une **politique de décentralisation et d'aménagement du territoire** qui mette fin aux inégalités des territoires en matière d'accès aux soins, au numérique, à l'emploi, au logement, aux services publics, aux transports propres et partagés, aux commerces de proximité, à la culture, à l'éducation et à la formation.

☒ Déplacement vers une **politique de transport** qui favorise les moyens de transport durables : développement du fret ferroviaire, redéveloppement des lignes de train régionales, déploiement des infrastructures de mobilité électrique, aménagements cyclables urbains et interurbains, incitation des entreprises au télétravail et à la conversion vers des solutions durables de transport des marchandises.

☒ Déplacement vers une **politique de sobriété énergétique et de développement des énergies renouvelables**, décentralisées et citoyennes. Arrêt de toutes les subventions aux énergies fossiles et taxation carbone de tous les carburants fossiles, sans exception. Neutralité carbone en 2025.

☒ Déplacement vers une **politique sociale** qui remette le dialogue social, la négociation et les syndicats au cœur des entreprises dans une logique de « cogestion » de l'entreprise, et qui favorise le développement d'une économie sociale et solidaire visant le bien commun plutôt que le profit individuel.

☒ Déplacement vers une **politique fiscale écologique et sociale** qui remplace la TVA par une taxe unique et universelle inversement proportionnelle à l'utilité environnementale et sociale des biens et des services, qui fonctionne comme un bonus/malus écologique et social généralisé, permettant de réorienter les productions et les consommations vers les produits et services les plus vertueux.

☒ Déplacement vers une **relocalisation des secteurs de la santé** et de la recherche pharmaceutique pour garantir l'indépendance des organismes et des laboratoires vis-à-vis des lobbys industriels.

☒ Déplacement vers la **nationalisation totale ou partielle du secteur bancaire** et vers la fin de l'indépendance des banques centrales.

☒ Déplacement vers **plus de démocratie** avec la création d'une assemblée citoyenne chargée de décider des mesures à mettre en place pour atteindre les objectifs ci-dessus et garante d'une transition juste et équitable.

Fait à :

Le :

Signature :

Les élu·es souhaitant effectuer ces déplacements de priorités politiques sont invité·es à le faire même sans être en possession de cette attestation. Ils et elles sont également invité·es à soutenir des mesures qui ne figureraient pas sur cette attestation mais qui contribueraient néanmoins à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'arrêt de la destruction des écosystèmes océaniques et terrestres.